

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 18 novembre 2015

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

**31 2015.RRGR.495 Motion 137-2015 Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
Zone agricole de Riedbach: pas d'ateliers du BLS**

N° de l'intervention: 137-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 12.05.2015
Déposée par: Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
(porte-parole)
Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts)
Stähli (Gasel, PBD)
Fuchs (Berne, UDC)
Brönnimann (Mittelhäusern, pvl)
Streit-Stettler (Berne, PEV)
Grädel (Huttwil/Schwarzenbach, UDF)
Cosignataires: 2
Urgence: refusée le 04.06.2015
N° d'ACE: 1234/2015 du 21 octobre 2015
Direction: TTE

Zone agricole de Riedbach: pas d'ateliers du BLS

Le Conseil-exécutif est chargé d'exercer ses droits d'actionnaire pour que BLS suspende l'étude et la réalisation des nouveaux ateliers à Riedbach.

Développement :

BLS prévoit de construire de nouveaux ateliers au beau milieu de la zone agricole et à proximité directe du hameau de Buech. Or, cette région sert à l'exploitation agricole et fait office de zone de détente pour la population de la ville de Berne.

Construire pareilles installations en pleine campagne est sujet à caution du point de vue de l'aménagement du territoire. A une époque où le mitage du territoire constitue un gros problème, une entreprise qui appartient à 55 pour cent au canton entend encore aggraver la situation. Le projet contredit tous les principes du canton en matière d'aménagement du territoire, le plan directeur en vigueur et le projet de nouveau plan directeur ainsi que la conception régionale des transports et de l'urbanisation (CRTU) de la Conférence régionale de Berne-Mittelland actuellement en procédure de participation.

Ce projet de construction est lourd de conséquences : alors que la densification urbaine est aujourd'hui érigée en principe, le projet va se traduire par le gaspillage de précieuses terres agricoles. La région est par ailleurs très fréquentée par les citoyens en quête de détente. Le projet de BLS accentue en outre encore la concentration des infrastructures dans l'agglomération bernoise et menace les emplois de BLS dans l'Oberland (Bönigen) et le Bas-Emmental (Oberburg). Le Syndicat du personnel des transports (SEV) partage ces craintes : selon un communiqué, ce projet constitue une centralisation problématique au détriment de la zone rurale. Pour le SEV, la centralisation est dans bien des cas synonyme de suppression d'emplois. La construction des nouveaux ateliers de BLS à l'ouest de Berne est une très mauvaise solution, car les véhicules devront alors passer par le goulet d'étranglement que constitue la ville de Berne.

32 2015.RRGR.547 Motion 146-2015 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
Entretien des véhicules: collaboration de BLS et des CFF

N° de l'intervention: 146-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 12.05.2015
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
Brand (Münchenbuchsee, UDC)
Cosignataires: 2
Urgence: refusée le 04.06.2015
N° d'ACE: 1234/2015 du 21.10.2015
Direction: TTE

Entretien des véhicules: collaboration de BLS et des CFF

Le Conseil-exécutif, en sa qualité d'actionnaire majoritaire, est chargé de prendre les mesures suivantes pour éviter que la réorganisation de l'entretien aux BLS ne consomme davantage de terres cultivables :

1. par le dialogue avec les CFF et BLS et éventuellement d'autres compagnies ferroviaires, le canton de Berne cherchera des solutions de collaboration dans le domaine de l'entretien du matériel roulant afin d'épargner les terres cultivables ;
2. si aucune collaboration dans le domaine de l'entretien ne devait pouvoir se concrétiser entre BLS et les CFF, le canton de Berne prendrait des mesures pour que d'autres sites, jusque-là écartés pour des raisons relevant de l'aménagement du territoire (réserves forestières et naturelles) puissent entrer en ligne de compte à la place de Berne Riedbach pour le nouvel atelier.

Développement :

La société BLS a annoncé qu'elle allait construire à Berne Riedbach un nouvel atelier pour l'entretien de son matériel roulant ferroviaire. Pour cela, en accord avec la loi fédérale sur les chemins de fer, il faudra exproprier et détruire une ferme classée digne de protection par le Service des monuments historiques et construire 20 hectares de terres cultivables situées en zone agricole.

BLS n'est pas la seule grande entreprise de transports à exploiter des ateliers d'entretien du matériel roulant. En effet, les CFF, la plus grande entreprise de transport ferroviaire de Suisse, ont un atelier à Bienne. Et les CFF possèdent de grandes aires à proximité des voies qui pourraient éventuellement convenir pour la construction d'un nouvel atelier.

Une collaboration entre BLS et les CFF, ou éventuellement avec d'autres entreprises ferroviaires – qu'il s'agisse de l'entretien de matériel roulant de BLS dans un atelier des CFF ou de la construction d'un atelier sur un terrain déjà construit des CFF, pourrait éviter non seulement la disparition de terres cultivables mais aussi éventuellement la création de surcapacités inutiles dans le domaine de l'entretien de matériel roulant ferroviaire.

Entre 1985 et 2009, nous avons perdu 1,1 mètre carré de surface agricole par seconde. Dans le même temps, les surfaces boisées et les réserves naturelles ont fortement augmenté (au nom de la régénération et de l'espace réservé aux eaux). Si la construction d'un bâtiment en-dehors des zones déjà construites ne peut être empêchée, alors il faut empêcher que cela ne nous coûte des terres cultivables. En choisissant le lieu de construction, il faut accorder au moins la même importance à la préservation des terres cultivables qu'à la préservation des réserves forestières ou naturelles.

Réponse commune du Conseil-exécutif

BLS a besoin d'un bâtiment de remplacement dans la région de Berne pour les ateliers RER d'Aebimatt, qui seront supprimés ou ne devraient plus pouvoir être utilisés que de manière très limitée à partir de 2020 en raison du projet de réaménagement de la gare de Berne. Pour la sécurité d'exploitation de BLS, il n'est pas possible de renoncer à ces nouveaux ateliers. Le Conseil-exécutif comprend les critiques et les demandes formulées dans la motion concernant le site de Riedbach. Le projet de la société a déclenché un grand malaise dans les milieux

concernés et intéressés. Cela a conduit BLS, à la demande du canton, à évaluer une nouvelle fois la question de manière approfondie et à créer un groupe de suivi, qui s'est réuni pour la première fois le 31 août 2015. Il est placé sous la direction du maire de Langnau Bernhard Antener et compte environ trente membres parmi lesquels figurent des représentants et représentantes des personnes directement touchées, de la ville et du canton de Berne, ainsi que ceux de différentes associations de protection de la nature, de l'association des paysans bernois, de groupes de branche, d'associations économiques, et de partis politiques. Le groupe de suivi a pour mandat d'examiner sans a priori et de manière critique l'évaluation des sites menée jusqu'ici par BLS. Selon un communiqué de presse, le groupe a pu commencer son travail dans un climat constructif.

Le Conseil-exécutif attend beaucoup de la démarche participative pour laquelle BLS a désormais opté. Le groupe de suivi, qui est largement représentatif, permet d'apporter le regard extérieur qui manquait auparavant et d'examiner le projet d'un œil critique. Pour ne pas nuire au processus en cours, il faut attendre les résultats de cet examen avant de décider de la suite de la procédure.

a) Motion 137-2015

Comme mentionné en introduction, il faut maintenant attendre les résultats de l'examen mené par le groupe de suivi. L'intervention du canton en tant qu'actionnaire majoritaire reviendrait à déprécier tout le travail fourni par le groupe de suivi. Le Conseil-exécutif propose par conséquent de rejeter la motion.

b) Motion 146-2015

1. L'examen effectué par le groupe de suivi montrera d'abord si, contrairement aux analyses menées par BLS jusqu'ici, une collaboration avec les CFF peut être possible. Si, à l'issue de ces travaux, d'autres analyses et discussions sur une éventuelle collaboration devaient se révéler nécessaires, le Conseil-exécutif est disposé à y prendre part. Dans ce sens, il propose d'adopter le point 1 sous forme de postulat.
2. Planifier des projets sur des sites forestiers ou des réserves naturelles est impossible en raison des prescriptions fédérales en la matière (Loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts [Loi sur les forêts, LFo] et Loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage [LPN]). Le canton de Berne ne peut pas non plus prendre de mesures pour que des ateliers BLS soient conçus et réalisés dans une zone forestière ou dans des réserves naturelles, car cela ne relève pas de sa compétence.

La zone forestière est protégée par le droit fédéral. Les conditions d'une autorisation de défrichement sont définies dans la LFo. Il est essentiel que dans cette zone, tout projet soit imposé par sa destination. S'il existe des sites de qualité équivalente ou meilleure hors de la zone forestière, aucune dérogation n'est possible (article 5, alinéa 2, lettre a LFo). Les surfaces de protection de la nature au sens de la LPN (objets figurant dans les inventaires fédéraux, types de biotopes, objets inscrits aux inventaires des biotopes cantonaux, etc.), les milieux abritant des espèces protégées et menacées et les réserves naturelles cantonales sont soumises à des dispositions strictes en matière de protection.

Décision du Grand Conseil :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: rejet

Le président. Wir sind beschlussfähig und fahren weiter. Als Nächstes werden wir die Geschäfte 31 und 32 gemeinsam beraten. Bei beiden Geschäften gibt es mehrere Mitmotionärinnen und Mitmotionäre. Ich bitte deshalb die Fraktionen, mit der Anmeldung noch einen Moment zu warten. Wir führen eine freie Debatte.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Wir Motionärinnen und Motionäre wollen heute

wissen, wie sich das Parlament, also die Volksvertreter, zum Vorhaben der BLS stellen, eine Werkstätte in Buech-Riedbach zu bauen. Wie ernst nehmen wir es hier im Rat mit dem Landschaftsschutz, mit der regionalen Landwirtschaft, mit dem Ansinnen, weitere Zersiedelung zu verhindern und die Arbeitsplätze in der Peripherie zu erhalten? Ich mache den Anfang für die grüne Partei Bern. Der 17. März dieses Jahres war ein schwarzer Tag für die Familie Kohler. Anni und Andreas Kohler führen in der zweiten Generation einen Landwirtschaftsbetrieb im Weiler Buech in Riedbach, im Westen von Bern. An diesem Tag teilte ihnen die BLS mit, sie wolle das als schützenswert eingestufte Bauernhaus dem Erdboden gleichmachen und auf 20 Hektaren eine Werkstätte bauen. Andreas Kohler könne ja dann bis zur Pensionierung in dieser Werkstatt Züge waschen; die BLS könne ihm keinen Realersatz bieten. Man könne das Eisenbahngesetz anwenden und die Landeigentümer in Buech-Riedbach enteignen. Von dem Bauvorhaben sind rund zwanzig Eigentümer betroffen, zwei Landwirtschaftsbetriebe müssten aufgegeben werden. Anwohnerinnen und Anwohner, die Quartierkommission Bümpliz-West, der Oberbottigenleist, die Lobag, Stadt- und Grossräte sagten dem Projekt den Kampf an. Der Gemeinderat von Bern liess in der Folge verlauten, er sei missmutig, weil er von der BLS übergangen worden sei. Die Stiftung Landschaftsschutz Schweiz bekundete, die BLS würde alle Grundsätze der Raumplanung missachten. Die grüne Partei Bern monierte, dass die Pläne der BLS den Zielen des eidgenössischen Raumplanungsgesetzes, dem städtischen Baurecht und dem Stadtentwicklungskonzept zuwiderlaufen. Der Schweizerische Eisenbahnerverband SEV kritisierte die Aufgabe der Standorte Oberburg und Bönigen, wo wichtige Arbeitsplätze verschwinden und einmal mehr ins Zentrum verlagert werden. Nun hat die BLS Ihre Strategie offenbar überdacht und sich die Unterstützung einer Kommunikationsfirma gesucht und gefunden, die sich darauf spezialisiert hat, den Weg zu bereiten, falls bei einem Bauvorhaben Widerstand droht. Die Kommunikationsfirma hat eine Begleitgruppe einberufen und hat – taktisch geschickt – deren Leitung dem ehemaligen Grossratspräsidenten Bernhard Antener übertragen. Die Rückmeldungen aus der Begleitgruppe haben ergeben, dass der Standort Buech-Riedbach als gesetzt scheine und dass kritische Anliegen bisher wenig berücksichtigt worden seien. Man sei zum Beispiel den Fragen nicht nachgegangen, was es mit den Einwänden der Bewohnerschaft auf sich habe, dass sich in dem Terrain wegen des vielen Wassers im Boden Schwierigkeiten beim Bau ergeben könnten; oder ob es aus Sicht des Landschaftsschutzes weniger problematische Standorte gebe; oder ob aus betriebswirtschaftlicher Sicht eine Zwei- oder Drei-Standorte-Lösung in der Peripherie in Frage käme. Zudem ist diese Begleitgruppe sowieso kein demokratisch legitimiertes Organ; sie hat keine Entscheidungskompetenzen. Gemäss Statut kann die Begleitgruppe nur Empfehlungen aussprechen. Was die BLS nachher daraus macht, ist eine andere Frage. Was wir hier wollen, ist noch einmal eine andere Frage, und zwar die entscheidende: Die BLS-Werkstätte in Buech-Riedbach soll nicht gebaut werden. Das Raumplanungsgesetz wird übergangen. Das Bauvorhaben ist nicht zonenkonform in der Landwirtschaftszone. Die Zersiedelung und die Zentralisierung werden weiter vorangetrieben. Arbeitsplätze in ländlichen Regionen werden abgebaut. Ein denkmalgeschützter Bauernhof müsste weichen. Zwei Betriebe müssten aufgegeben werden, und die nötige Distanz zu den nächsten Bewohnerinnen und Bewohnern ist nicht vorhanden. Ich hoffe auf ein Ja zu dieser Motion und damit auf ein Nein zu diesem Bauprojekt, das in Buech-Riedbach total im falschen Film ist. Ein Postulat ist verhandelbar.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Bern Riedbach weckt Emotionen. Ein denkmalgeschützter Bauernhof und 20 Hektaren Kulturland sollen für den Neubau einer BLS-Werkstätte dem Bagger zum Opfer fallen. Meine Vorrednerin hat es bereits erwähnt. Das mobilisiert natürlich die Gegner. Aber auch die Befürworter dieses Projekts argumentieren emotional. Man hat den Eindruck, die BLS im Besonderen und der Regionalverkehr in der Region Bern im Allgemeinen stünden gleich vor dem Aus, wenn es diese Werkstätte nicht gäbe. Es ist eine Tatsache, dass die Eisenbahn eine zeitgemässe Infrastruktur braucht. Es ist aber auch eine Tatsache, dass eine solche Infrastruktur strategisch geplant werden muss. Ich rufe Folgendes in Erinnerung: Diese Werkstätte würde frühestens in zehn Jahren – 2025 – in Betrieb genommen werden. Ich erlaube mir deshalb eine etwas ketzerische Frage: Wissen wir überhaupt, ob die BLS die S-Bahn in zehn Jahren noch betreibt? Man kann sich sogar die Frage stellen, ob es die BLS in dieser Form in zehn Jahren überhaupt noch gibt. Das klingt vielleicht etwas böse, aber überlegen Sie sich einmal: Wer hätte es vor fünfzehn Jahren für möglich gehalten, dass die BLS – Bern-Lötschberg-Simplon – nicht mehr ihre Stammstrecke in den Bergen betreibt, sondern die S-Bahn Bern. Im heutigen volatilen Geschäft des öffentlichen Verkehrs kann sich schnell etwas ändern. Deshalb reicht es nicht, wenn die BLS

selbst die strategische Frage der Infrastruktur entscheidet. Diese Frage muss zwingend gesamtkantonal unter der Federführung des Regierungsrats mit sämtlichen Bahnbetreibern betrachtet werden. Dies namentlich auch mit den SBB, die im Kanton Bern ebenfalls solche Infrastrukturen betreibt. Das ist nicht nur wegen des Kulturlandschutzes wichtig. Aus meiner Sicht ist es auch volkswirtschaftlich wichtig. Wir müssen verhindern, dass allenfalls aufgeblasene Infrastrukturen entstehen, denn letztlich zahlt der Steuerzahler die Kosten und nicht die Bahnkunden – oder dann nur anteilmässig. Ich erinnere daran, dass der ÖV kein freier Markt ist. Er ist ein hochgradig regulierter und subventionierter Bereich, den der Staat ohnehin mitträgt. Ich bitte deshalb den Rat, Ziffer 1 anzunehmen, die fordert, dass die Regierung es in die Hand nimmt, den Bau dieser Werkstätte zentral zu planen und mit allen Bahnbetreibern eine Auslegeordnung zu machen. In einem zweiten Punkt möchten wir jedoch, dass auch bezüglich Standorten der Fächer geöffnet wird. Es ist auch eine Tatsache, dass der Wald und die Naturschutzgebiete laufend zunehmen. Das Kulturland hingegen ist unter Druck. Ich erinnere daran, dass nur schon wegen der Umsetzung des neuen Gewässerschutzgesetzes schweizweit 20 000 Hektaren Kulturland verloren gehen. Offenbar gibt es von der BLS evaluierte Standorte, die nur deswegen nicht infrage kommen, weil Waldstandorte und Naturschutzgebiete im Weg sind. Wenn es uns mit dem Kulturlandschutz aber wirklich ernst ist, müssen wir das Tabu des heiligen Waldes und der heiligen Naturschutzgebiete bei einem derart wichtigen Projekt infrage stellen.

Le président. Wenn sich alle Mitmotionäre angemeldet haben, können sich auch die Fraktionssprecher anmelden. Grossrat Fuchs hat das Wort als Mitmotionär.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Ich wohne in Niederbottigen und bin vermutlich derjenige Grossrat, der am nächsten bei diesem Projekt wohnt und quasi Sichtkontakt hat. Damit wäre auch das Interesse deklariert, das vorhanden ist. Wenn man sieht, was die BLS hier veranstaltet hat, könnte man dies als Schulbeispiel verwenden, um in Kursen den Absolventen zu zeigen, wie man es nicht machen sollte. Von A bis Z lief praktisch alles schief, und heute Morgen haben wir zudem noch über die Löhne der BLS diskutiert, die höher sein sollen als der Lohn eines Regierungsrats. Hier liegt ein weiteres Beispiel vor, das zeigt, dass hohe Löhne gar nichts bringen, wenn anschliessend eine solche Leistung erbracht wird. Im genannten Gebiet gibt es einen Standplatz für Fahrende – es ist zwar eher ein Standplatz für Sesshafte –, es gibt weiter einen Resag-Entsorgungsplatz sowie das Westside. Man hatte dort schon vieles vor, das in Bümpliz immer umstritten war. Es gab die Initiative «Brünnen bleibt grün», die vom Stimmvolk der Region, der Stadt angenommen wurde. Es hat damit gesagt, dass in Brünnen nicht gebaut werden soll. Das andere Gebiet grenzt direkt daran. Es macht also keinen Sinn, hier etwas durchdrücken zu wollen. Letztlich geht es um den Volkswillen, der geachtet werden muss. Ich bin überzeugt, dass dieses Projekt an der Urne keine Chance hätte. Deshalb beschloss man, es mit der Enteignung zu versuchen. Es passt aus meiner Sicht in keiner Weise mehr in die heutige Zeit, fremdes Eigentum zu missachten und einfach zu sagen: «Wir bieten dir einen guten Preis, und wenn dir das nicht passt, nehmen wir es dir eben weg.»

Nun wurde eine Begleitgruppe eingesetzt, in der die verschiedenen Parteien vertreten sind. Das sieht man auch in der Motion. Es kommt selten vor, dass derart quer durch die Parteienlandschaft hindurch Leute für dasselbe Ziel mitwirken. Das zeigt, dass es sich um ein Anliegen handelt, das den Leuten unter den Nägeln brennt. Und alle haben dieselbe Meinung: Das Projekt muss gestoppt werden. Angesichts der Kulturlandinitiative und dessen, was noch kommt, gerade auch seitens der BDP, würde ich hier erwarten, dass man bei diesem Projekt als Mitinitianten der Kulturlandinitiative klar signalisiert, man akzeptiere in der Landwirtschaft solche Projekte nicht. Es genügt, dass man beim Schiessplatz Riedbach eine Hüttendorfzone, eine Zone für experimentelles Bauen, zu erlauben versucht. Auch dort ist im Moment eine Beschwerde hängig. Wir sind immer noch zuversichtlich, dass dieses Projekt ebenfalls gebodigt werden kann. Es ist Zeit, dass die Regierung hier ein Machtwort spricht; sie hat die Mehrheit an der BLS. Deshalb bitte ich den Rat, die beiden Motionen zu überweisen.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Nach den Schwergewichten, die sich vorhin geäussert haben, musste ich nun das Mikrofon etwas heruntersenken. Aber ich habe zu den Geschäften trotzdem etwas zu sagen. Ich sage es gleich am Anfang in aller Deutlichkeit: Der Standort Riedbach ist so, wie er jetzt definiert ist, ein absolutes No-Go, eine raumplanerische Todsünde, die wir nicht begehen dürfen. Die BLS hat es gemerkt, und nun wird mit einer 36-köpfigen Monsterbegleitgruppe ein Standort

gesucht, der raumplanerisch tauglich ist. Ich bin als Mitmotionär einer der sieben Grossrätinnen und Grossräte, die in der Begleitgruppe mitarbeiten und war bisher lückenlos dabei – im Gegensatz zu anderen, die nie erschienen sind. Mit Zahlen und Fakten hat die BLS während mehr als zehn Stunden dargelegt, dass wirklich in irgendeiner Form Bedarf nach einer solchen Werkstätte besteht. Das Wort «Gehirnwäsche», das Grossrat Trüssel gestern verwendet hat, ist nicht ganz korrekt. Es wurde einfach massive Überzeugungsarbeit geleistet. Auch den Motionären oder Postulanten geht es nicht darum, ein wirtschaftlich für den Kanton und für den ÖV wichtiges Projekt zu verhindern oder gar in den Kanton Freiburg zu verjagen. Nein, raumplanerische Grundsätze müssen endlich ernst genommen werden. Insellösungen auf der grünen Wiese, wie man sie der gesamten Autobahn entlang bis nach Freiburg sehen kann, wollen nicht mehr. Deshalb haben wir bekanntlich ein strengeres Raumplanungsgesetz. Deshalb kam die Kulturlandinitiative zustande, die jetzt sogar Auswirkungen auf das bernische Baugesetz hat.

Die Begleitgruppe hat, wie wir bereits gehört haben, keine politischen Befugnisse, sondern nur empfehlenden Charakter. Dank den Vorstössen Machado und Krähenbühl, werte Grossrätinnen und Grossräte, wird es jetzt erst möglich, dass wir als politisch Verantwortliche stellungnehmen und Pflöcke einschlagen können. Damit können wir der Begleitgruppe Rückenwind und Schub in die richtige Richtung geben. Insbesondere die Motion Krähenbühl fordert nämlich nichts anderes als das, was die Begleitgruppe für weitere Sitzungen geplant und traktandiert hat, nämlich die Zusammenarbeit mit den SBB zu suchen oder allenfalls ein Areal ins Visier zu nehmen, bei dem vielleicht ein Stück Wald betroffen ist. Das wurde bisher völlig ausgeschlossen. Das möchten wir in der Begleitgruppe ernsthaft ausloten. Wenn der Regierungsrat dies nun zur Ablehnung empfiehlt – vor allem die Motion Krähenbühl –, kommt der Verdacht auf, dass er am Standort unter Umständen festhalten könnte und die Begleitgruppe ein Alibiklub wäre. Das wollen wir nicht. Überweisen Sie bitte den Vorstoss Machado zumindest als Postulat und den Vorstoss Krähenbühl in beiden Punkten unbedingt als Motion. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Ich selbst bin zwar ein Kulturlandschützer, aber ganz sicher kein Wirtschaftsfeind. Ich helfe bei allen Verdichtungen, bei allen Hochhäusern und allen Tiefgaragen mit, sogar bei Riedbach, aber am richtigen Ort.

Johann Ulrich Grädel, Huttwil (UDF). In der Begleitgruppe versucht die BLS aufzuzeigen, dass es wirtschaftlich keinen besseren Weg gibt, dass dies der einzige Weg ist und dass man dies unbedingt machen will. Ich bin jedoch erstaunt, dass der Wald durch das hundertjährige Waldgesetz besser geschützt ist als das Kulturland. Die Waldfläche nimmt, wie wir hören konnten, zu; die Kulturlfläche nimmt täglich ab. So kann es nicht weitergehen. Das wollen wir nicht. Deshalb wollen wir ein Zeichen setzen und die beiden Motionen annehmen. Auch die EDU als Fraktion nimmt die beiden Motionen an. Ich danke dem Rat, wenn er das ebenfalls tut.

Le président. Damit kommen wir zu den Fraktionen, die eingeladen sind, jeweils zu beiden Motionen Stellung zu nehmen. Für die FDP-Fraktion hat Grossrat Moser das Wort.

Peter Moser, Bienne (PLR). Wir haben ein emotionales Thema vor uns. Ich möchte aber zuerst zu einer Aussage Stellung nehmen, die Grossrat Trüssel gestern bei der Begründung des Rückzugs seines Ordnungsantrags gemacht hat. Er sagte, die Begleitgruppe werde von der BLS genötigt und sei eine Gehirnwäschegruppe. Ich bin ebenfalls Mitglied dieser Begleitgruppe – war allerdings, Ulrich Stähli, nicht an jeder Sitzung dabei. Ich habe aber zumindest die Protokolle gelesen, so wie sie denn haben. Ich muss der Aussage von Grossrat Trüssel vehement widersprechen. Es kann nicht sein, dass man gleich sagt, man werde von der BLS genötigt oder es sei eine Gehirnwäsche, nur weil die Erwartungen, welche gewisse Gegner in die Arbeit der Begleitgruppe projizieren, nicht erfüllt werden. Das finde ich falsch. Zudem habe ich es bisher anders erlebt. Ich habe eher den Eindruck, dass gewisse Leute in die Begleitgruppe kommen, damit sie Munition haben, um die ganze Übung abzuschliessen. So viel vorweg.

Zum Geschäft selbst: Die BLS benötigt den Ersatz für eine wegfallende Werkstatt Aebimatt, weil diese von der Stadt benötigt wird. Nach langen und intensiven internen Abklärungen hat die BLS im Frühjahr kommuniziert, das Gebiet Riedbach sei für die BLS der ideale Standort, und zwar war es, wie wir auch von Grossrat Fuchs gehört haben, eine verunglückte Kommunikation: Damit hat man die Leute verärgert. Diese verunglückte Kommunikation löste einen Sturm der Entrüstung aus. Das können wir alle verstehen. Die Lage westlich von Bern, die Grösse und sogar die Notwendigkeit wurden anschliessend in Zweifel gezogen. Wir haben es bei den Begründungen zu den Motionen gehört. Dies führte zuerst einmal zu den beiden Vorstössen und auf der Zeitschiene nachher auch

noch zur Bildung der 36köpfigen Begleitgruppe, die von alt Grossratspräsident Bernhard Antener geleitet wird. Er ist selbst hier im Saal und hört zu. Wer Bernhard Antener kennt, weiss, dass er integer und objektiv ist und vor allem auch, dass er sich nicht dreinreden lässt. Er hat sich seitens der BLS selbst ein eventuelles Weisungsrecht ausbedungen, sonst würde er nicht mitmachen. In diesen Gesprächsleiter dürfen Sie Vertrauen haben. Es wird sich zeigen, welche Meinung die Begleitgruppe herauschälen kann und zu welchem Ergebnis sie kommt. Die Bedingungen, die man uns gestellt hat, erlauben dies. Wenn man will, kann man heute schon sagen, dass die BLS recht viel gemacht hat. Das darf ich auch aus meiner persönlichen Sicht sagen. Sie hat nicht alles falsch gemacht. Aber über die Kommunikation über das, was sie gemacht hat, kann man effektiv streiten. Die Realisierung einer neuen Werkstätte braucht sehr viel Land, und da wir kaum über entsprechend grosse Industriebrachen an zentraler Lage – sprich: in der Stadt Bern – und noch viel weniger auf der Westseite von Bern, verfügen, werden wir kaum darum herkommen, eine solche Anlage auf der grünen Wiese zu realisieren. Im Wald geht es bekanntlich nicht. Offen bleiben die Grösse und eventuelle Partner; auch das wird in der Motion gesagt. Die weiteren Abklärungen der Begleitgruppe werden zeigen, welche Planungs- und welche Bewilligungsschritte anstehen und wer diese Bewilligungsschritte macht – ob der Kanton oder der Bund – und nach welchem Gesetz das Ganze erfolgen wird. Das ist offenbar auch noch nicht ganz klar.

Zu den einzelnen Vorstössen. Grossrätin Machado will, dass der Regierungsrat in Ausübung seiner Aktionärsrechte – der Kanton ist bekanntlich Mehrheitsaktionär der BLS – die BLS-Planung und -Realisierung verbieten soll. Die FDP als wirtschaftsnahe Partei hat darauf nur eine Antwort: Ablehnung der Motion wie auch eines Postulats. Wir wollen keine Denkverbote. Die BLS soll das machen, was sie im Markt für nötig erachtet. Grossrat Krähenbühl und seine Mitunterzeichner wollen, dass die BLS mit den SBB darüber sprechen soll, ob man zusammenarbeiten könne. Ob die BLS in zehn oder in zwanzig Jahren noch existiert oder nicht: Die Züge, die jetzt fahren, existieren sicher noch, auch die Menge existiert. Deshalb kann man Ziffer 1 annehmen; wir haben zwar beschlossen, in Form eines Postulats, könnten aber auch mit einer Motion leben. Ziffer 2 verlangt, andere Standorte, die raumplanerisch bislang nicht infrage kamen, dennoch zu prüfen. Damit haben wir etwas Mühe. Diesem Ansinnen erteilt der Regierungsrat in seiner Antwort eine Abfuhr. Diese Argumentation können wir nachvollziehen und lehnen Ziffer 2 daher ab. Noch ein Schlusssatz: Der Regierungsrat verspricht sich viel vom partizipativen Prozess – das ist ein Zitat –, aber wenn wir ehrlich sein wollen, ist die Chance, eine andere Lösung zu finden, relativ klein. Ich befürchte gar, dass es keine Alternative gibt. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Kurzum: Wir stimmen ab, wie die Regierung beantragt.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Im März 2013 haben mehr als zwei Drittel der Berner Bevölkerung klar und deutlich das Raumplanungsgesetz angenommen und damit Massnahmen gegen die rasante Zersiedelung gefordert. Weiter haben über 19 500 Stimmbürger die Kulturlandinitiative unterzeichnet. Damit fordern sie einen besseren Schutz des Kulturlandes. Die Umsetzung beider Forderungen läuft aktuell. Wir werden beide Geschäfte, sowohl den Gegenvorschlag zur Kulturlandinitiative als auch das Baugesetz, in der Januarsession behandeln. Die von der BLS in Riedbach geplanten Werkstätten lassen sich weder allgemein mit der Raumplanung des 21. Jahrhunderts noch mit dem zu Recht geforderten Schutz des Kulturlandes vereinbaren. Mit ihrem Vorschlag missachtet die BLS die Grundsätze der Raumplanung, namentlich den sorgfältigen Umgang mit der nicht vermehrbaren Ressource Boden und Landschaft. Auch widerspricht das Projekt dem Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept der Region (RGSK), das vor einigen Monaten in der Mitwirkung war. Die Grünen sind nicht einverstanden mit der Begründung des Regierungsrats zur Ablehnung des Vorstosses. Die Begleitgruppe soll ihre Arbeit auf jeden Fall weiterführen. Das stellen wir überhaupt nicht in Frage. Aber wir, die Politik, der Grosse Rat, können unabhängig davon Stellung beziehen. Die Grünen wünschen sich damit, dass die Haltung der Politik, also unser Entscheid, und vor allem auch die Diskussion und die Argumente von heute in die Diskussion der Begleitgruppe einfließen. Selbstverständlich werden wir umgekehrt bei einem allfälligen weiteren Entscheid im Rat zu einem späteren Zeitpunkt die Schlussfolgerungen der Begleitgruppe beachten und in unsere Entscheidungsfindung einfließen lassen.

Zusammenfassend: Die Grünen unterstützen die Forderung Machado als Postulat und ebenfalls Ziffer 1 des Vorstosses Krähenbühl als Postulat. Ziffer 2 des Vorstosses Krähenbühl lehnen wir jedoch einstimmig ab. Aus unserer Sicht ist es nicht zielführend, Wald, Landwirtschaft und Naturschutz gegeneinander auszuspielen. Zur Aussage von mehreren meiner Vorredner, der Wald im Kanton Bern nehme zu, übrigens noch Folgendes: Das stimmt, wenn man den ganzen Kanton

betrachtet, aber im Mittelland nimmt der Wald ab.

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Die SVP nimmt einstimmig beide Motionen an. Welches ist die Ausgangslage? Mit dem Richtplan 2030 verlangt der Regierungsrat, dass mit dem landwirtschaftlichen Land haushälterisch umgegangen werden soll. Von den Gemeinden wird verlangt, dass sie die innere Verdichtung fördern. Und hier, bei der BLS-Werkstätte, will man ohne weiteres 20 Hektaren landwirtschaftliche Nutzfläche verbauen. Zudem werden erneut Arbeitsplätze in unseren Randregionen – in Bönigen, im Berner Oberland, und in Oberburg, im Emmental – abgebaut; die Zentralisierung wird damit vorangetrieben. Aus diesem Grund verlangen wir ganz klar, dass der Regierungsrat als Hauptaktionär bei der BLS interveniert, damit dieses Land nicht überbaut wird. Ich sehe die Gefahr, dass die Begleitgruppe ausgehebelt wird, wenn diese Motionen abgelehnt werden. Dies mit dem Argument, die beiden Motionen seien abgelehnt worden, also fahre man weiter; der Grosse Rat wolle es so. Deswegen wäre es verdammt gefährlich, wenn wir diese beiden Motionen ablehnen würden.

Kurz noch ein Wort zur zweiten Motion, derjenigen von Grossrat Krähenbühl: Wir verlangen auch ganz klar, dass der Regierungsrat mit den SBB und der BLS oder auch mit anderen Bahngesellschaften nach Lösungen sucht, damit man gemeinsam etwas macht. Weiter ist ganz klar: Wenn keine Lösung gefunden wird, sind wir der Meinung, dass andere Standorte geprüft werden. Man darf die Bauernhöfe nicht enteignen und darf den Leuten das Land nicht wegnehmen. Ich bin etwas erstaunt: Wenn ich in meiner Gemeinde ein denkmalgeschütztes Haus abbrechen wollte, hätte ich keine Chance. Aber hier ist man der Meinung, man könne dies machen. Deswegen hoffen wir sehr, dass der Rat diese Motionen unterstützt; die SVP unterstützt sie in beiden Fällen ganz klar als Motion und nicht als Postulat.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich nehme zu beiden Vorstössen Stellung, schwergewichtig jedoch zu demjenigen von Grossrätin Machado und weiteren Grossrätinnen und Grossräten. Die SP hat Verständnis für die kritischen Stimmen zum Standort Riedbach. Aus landwirtschaftspolitischen und landschaftsplanerischen Überlegungen sowie aus der Sicht der Denkmalpflege ist dieser Standort nicht optimal. Der Flächenbedarf von 20 Hektaren ist tatsächlich immens. Aus diesem Grund machen wir in der Begleitgruppe mit sehr kritischen Fragen mit. Für uns ist der Standort Riedbach überhaupt noch nicht gegessen. Er ist aber für uns zum heutigen Zeitpunkt auch noch nicht gestorben. Deshalb halten wir eine Überweisung des Vorstosses Machado als Motion zum heutigen Zeitpunkt für falsch und für verfrüht. Lassen wir doch der Begleitgruppe, die ins Leben gerufen worden ist, Zeit, damit sie ihren Job machen kann und alle möglichen Standorte prüfen sowie Alternativen entwickeln kann. Ich bin für meine Partei Mitglied dieser Begleitgruppe, und ich kann Ihnen versichern: In der Begleitgruppe wird konstruktiv und gut, aber auch sehr kritisch zusammengearbeitet. Die Argumentation der Motion Machado ist bekanntlich simpel und einfach: Betroffen ist wertvolles Landwirtschaftsland, also muss man den Standort Riedbach ablehnen. Dazu kommt noch etwas Denkmalpflege. Man muss jedoch wissen, dass alle anderen Standorte genau gleich in der Landwirtschaftszone liegen, die geschützt werden soll. Wenn der Rat dieser Motion zustimmt, weil er Landwirtschaftsland und schöne Grünräume schützen will, sagt er nein zu sämtlichen Standorten. Wenn er die Motion nur überweist, um den Standort Riedbach zu verhindern, betreibt er Sankt-Florians-Politik. Wenn wir meinen, die BLS-Werkstätte müsse an einem Standort stehen, der nicht in der Landwirtschaftszone liegt, hat die BLS nach heutiger Ausgangslage keinen Standort mehr.

Es geht um die BLS und um den ÖV und nicht um ein Einfamilienhäuschenquartier. 60 Millionen Fahrgäste werden transportiert, ob dies die BLS macht oder in zwanzig Jahren vielleicht die SBB. Der Hauptbahnhof, der am meisten Fahrgäste aufweist, ist der Bahnhof Bern. Es braucht also in der Nähe dieses Bahnhofs eine gewisse Infrastruktur. Die Leute wollen sich an ihre Arbeitsplätze begeben, und mit dem ÖV können wir unser Siedlungswachstum vernünftig lenken. Wir können auch den Bedarf nach der Infrastruktur Strasse etwas reduzieren. Die BLS trägt also dazu bei, dass wir Landwirtschaftsland schützen können und die Infrastruktur Strasse neben den bereits geplanten Umfahrungsstrassen nicht noch zusätzlich umbauen müssen.

Offen ist in der Begleitgruppe, ob es eventuell eine zusätzliche Aufteilung der Standorte braucht, und es wird nun darum gerungen, ob dies möglich sei. Persönlich glaube ich, dass eine Drei-Standorte-Strategie sinnvoll wäre: ein Standort im Raum Bern; der Standort in Spiez, der bereits besteht und daher gegessen ist, sowie ein weiterer Standort, der nicht im Raum liegt, sondern im übrigen Kantonsgebiet. Auch dort können wir dafür sorgen, dass wir in diesem Kanton dezentrale

Arbeitsplätze erhalten können. In dem Fall darf der Flächenbedarf, der meines Erachtens sehr kritisch hinterfragt werden muss, etwas geringer sein. 20 Hektaren sind in der Tat eine Maximallösung aus der Sicht der BLS, bei der sämtliche Wachstumserwartungen der nächsten Jahrzehnte berücksichtigt werden. Wir haben festgestellt, dass auch Wünsche der SBB nach einem Abstellgleis im Raum Bern aufgenommen wurden. Die Forderung, einen Standort im Umfang von 20 Hektaren auszuscheiden, muss auf ein vernünftiges Mass reduziert werden. Ich komme zum Schluss: Unseres Erachtens gibt die Motion Machado berechtigten Bedenken Raum. Sie passt jedoch zeitlich nicht in die Abläufe. Jetzt ist die Begleitgruppe an der Reihe, danach werden wir weitersehen. Die SP-Fraktion sagt heute nicht ja zum Standort Riedbach. Sie sagt nein zum Vorstoss als Motion, der vorschnell Schlüsse zieht, ohne dass wir das Gesamtbild vor Augen haben. Falls der Vorstoss als Postulat überwiesen wird, würden wir ihn unterstützen, weil wir ihn als Moratorium verstehen würden, damit die Begleitgruppe ihre Abklärungen treffen kann. Und noch ein Satz zur Motion Krähenbühl, Guggisberg und Brand: Diese Anliegen stossen bei unserer Fraktion auf Verständnis. Wir werden bei diesem Vorstoss beide Ziffern als Postulat unterstützen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Wir sind sehr froh, dass die Vorstösse nicht verschoben wurden, sondern dass wir sie jetzt behandeln können. Bis jetzt hat sich nämlich punkto Riedbach noch kaum etwas bewegt, und unsere grosse Sorge ist, dass die BLS einfach an ihrem Plan festhält und das BLS-Depot in Riedbach letztlich gebaut wird. Die BLS argumentiert im Moment sehr technokratisch und sagt, es gebe keine Alternative. Die Argumente, welche die BLS ins Feld führt, können wir Laien nicht beurteilen, geschweige denn widerlegen. Bis jetzt haben wir von der BLS noch nichts davon gehört, dass nach alternativen Lösungen gesucht werde. Es gibt bekanntlich die Begleitgruppe – Grossrat Stähli sagte, es sei eine Monsterbegleitgruppe –, die sehr breit und gross angelegt ist. Einige Sitzungen hat sie, wie wir gehört haben, bereits durchgeführt. Bis jetzt wurden dort vor allem Vorträge von Experten gehalten. Offenbar wird dies von den verschiedenen Begleitgruppenmitgliedern unterschiedlich wahrgenommen. Das Begleitgruppenmitglied aus unserer Fraktion sagte, es habe bisher nur wenige Diskussionen gegeben und noch gar keine Resultate. Es besteht die Gefahr, dass es noch eine Weile so weitergeht und am Schluss Riedbach als BLS-Depot resultiert. Nichts deutet demnach darauf hin, dass sich irgendwo irgendetwas bewegt. Deshalb ist es wichtig, dass wir jetzt als Grosser Rat den Fuss in der Tür haben und Druck ausüben. Wenn wir die Vorstösse ablehnen und einfach auf bessere Zeiten warten, besteht die Gefahr, dass die jetzigen Pläne der BLS ausgeführt werden. Sie kann sich später mit Recht auf den Standpunkt stellen, der Grosse Rat habe im richtigen Moment nichts dagegen gesagt, und nun sei es zu spät. Mit Recht wird sie sagen, man habe bereits so und so viel Geld für die Planung ausgegeben, das Projekt sei schon so und so weit fortgeschritten, wir würden dem Unternehmen schaden, wenn wir jetzt noch dagegen wären, und so weiter.

Dummerweise befindet sich Riedbach nicht im Wald. Das wurde auch schon gesagt. Es handelt sich um eine intakte Kulturlandschaft. Und offensichtlich kann man solche Kulturlandschaften als BLS einfach beanspruchen. Es kann doch nicht sein, dass Kulturlandschaften anders behandelt werden als Wald! Es geht also darum, jetzt für den Schutz von Riedbach zu kämpfen. Jetzt ist der richtige Moment. Und dies ist der Beitrag, den der Grosse Rat leisten kann. Nach Eisenbahngesetz wird es in der Stadt Bern keine Volksabstimmung wegen der Zonenplanänderung geben, vielmehr ist es einfach so. Die EVP wird das Postulat Machado annehmen. Ziffer 1 der Motion Krähenbühl werden wir annehmen, bei Ziffer 2 sind die Ansichten geteilt. Dort wird es Ja- und Nein-Stimmen geben.

Le président. Im Moment sprechen wir beim Vorstoss Machado noch von einer Motion. Ich hätte noch nichts anderes gehört.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Die Voten wiederholen sich langsam, und ich möchte Ihnen sachlich und nicht emotional die Meinung der BDP kundtun. Anlässlich der Mittagsveranstaltung der BLS während der Septembersession zeigte der CEO der BLS in seinem Referat klipp und klar auf, wie der aktuelle Stand der Situation der neuen Werkstatt Riedbach ist. Alle, die anwesend waren, haben dasselbe gehört. Auf Seiten der BLS wurde auch selbstkritisch darauf hingewiesen, dass beim Start des Projekts sicher Fehler passiert sind. Gemeinsam mit dem Kanton hat man reagiert und eine Begleitgruppe eingesetzt. Das wissen wir langsam wohl auch alle. Erschrocken ist auch die BDP über die Aussage von Grossrat Trüssel, es sei eine Gehirnwäsche Gruppe. So wird die Diskussion vermutlich nicht konstruktiv und lösungsorientiert

geführt werden können, wenn dies der Anspruch ist. Neben diversen anderen Vertretern hat auch fast jede Fraktion ein Mitglied in der eingesetzten Begleitgruppe. Sie hat die Arbeit aufgenommen, und die Teilnehmer konnten am runden Tisch alle zum grössten Teil sicher berechtigten Anliegen deponieren. Der Langnauer Präsident, Bernhard Antener, führt die Gruppe, und an dieser Stelle, Bernhard, herzlichen Dank für die anspruchsvolle «Büez», die du für uns und für die Berner leistest. Die Planung und die Realisierung der neuen Werkstatt Riedbach nun einzustellen, wie es die Motion Machado will, ist zum jetzigen Zeitpunkt für die BDP völlig falsch. Mitten in der Arbeit aufzuhören, macht doch einfach keinen Sinn. Was für ein Signal senden wir damit gegenüber der BLS, der Begleitgruppe und ihrem Leiter aus? Es gibt für die BDP keinen Anlass, die Motion zum heutigen Zeitpunkt zu überweisen und damit verbunden ein Misstrauensvotum abzugeben. Genau das wäre nämlich die Überweisung der Motion für die BDP. Deshalb wollen wir zuerst die Ergebnisse der Überprüfungsarbeit der Begleitgruppe abwarten. Wir lehnen grossmehrheitlich eine Motion Machado ab. Sollte sie in ein Postulat gewandelt werden, werden einige Fraktionsmitglieder dieses unterstützen.

Den Vorstoss Krähenbühl lehnen wir als Motion ebenfalls grossmehrheitlich ab. Auf Ziffer 1 gehe ich nicht näher ein, da sind wir mit der Regierung einverstanden. Zu Ziffer 2: Einen anderen Standort, namentlich in einem Wald oder einem Naturschutzgebiet, zur Realisierung einer alternativen Variante zu finden, ist aus unserer Sicht eher schwierig. Einerseits bieten die gesetzlichen Grundlagen heute diesbezüglich keinen Handlungsspielraum und andererseits sind wir uns hier sicher alle einig, dass auch an einem anderen Standort neue Besitzer, dort eben von Wald- und Naturschutzflächen, um ihr Eigentum kämpfen werden. Die BDP ist jedoch bereit, die beiden Ziffern als Postulat zu unterstützen. Während der Diskussion zu diesem Geschäft in unserer Fraktion wurde eine Grundsatzdebatte zum Thema «Wohin wollen wir mit unserem Kanton nicht nur wirtschaftlich, sondern generell?» geführt. Wir werden nächste Woche in der Budget- und AFP-Debatte wiederum dieselben Voten hören: nämlich dass wir Steuern senken und mehr Steuerzahler in unserem Kanton ansiedeln wollen, um die Steuererträge zu erhöhen. Dazu benötigen wir Arbeitsplätze und Unternehmen, die Arbeitsplätze anbieten. Laut Wirtschaftsstrategie wollen wir Unternehmen in unseren vielfältigen und schönen Kanton locken. Auch wollen wir den bewährten Unternehmen gute Rahmenbedingungen zur Verfügung stellen. Was machen wir mit einem Unternehmen, das zum grossen Teil uns, nämlich dem Kanton Bern, gehört? Das Unternehmen verbindet mit den Zugstrecken weite Teile unseres Kantons und ist ein grosser Anbieter und Partner im ganzen ÖV-Thema, auf das wir weder verzichten wollen noch können. Deshalb noch einmal die Frage: Was für Signale senden wir seitens des Kantons an unser eigenes Unternehmen aus? Was provozieren wir im schlechtesten Fall? Welche Signale senden wir mit unserem Verhalten an Unternehmen aus, die sich für einen Standortkanton interessieren? Die Antwort der BDP ist, die Vorstösse entweder abzulehnen oder nur als Postulat zu überweisen. Damit wollen wir einem unserer Unternehmen unsere Wertschätzung entgegenbringen und in diesem Geschäft eine gemeinsame Lösung anstreben.

Michael Köpfl, Berne (pvl). Es wurde nun oft gesagt, der Entscheid der BLS und vor allem die Kommunikation dazu hätten im Kanton, aber sicher auch in der Stadt Bern und in Landwirtschaftskreisen für Unzufriedenheit gesorgt. Auch wir halten es für sehr fragwürdig, wenn man mehr Kulturland überbauen will, um diese Werkstätte zu errichten. Das widerspricht nicht nur dem nationalen Raumplanungsgesetz und dem kantonalen Richtplan, sondern auch dem Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept der Regionalkonferenz Bern-Mittelland. Der ganze Prozess ist sehr unbefriedigend angelaufen; es wurde schlecht kommuniziert. Umso verständlicher war zu jenem Zeitpunkt die Motion Machado auch in dieser Form. Denn politisch musste dringend etwas geschehen. In der Zwischenzeit wurde eine Begleitgruppe eingesetzt. Offensichtlich wurde erkannt, dass das Projekt zumindest sehr umstritten ist. Inzwischen sind wir ebenfalls der Meinung, dass es sinnvoller wäre, den Vorstoss zum heutigen Zeitpunkt in ein Postulat zu wandeln und die Begleitgruppe nicht vor vollendete Tatsachen zu stellen. Vielmehr sonnten wir den Prozess ein Stück weit ergebnisoffen weitergestalten mit dem klaren Signal seitens des Kantons, dass man sehr skeptisch ist, ob Riedbach der richtige Standort sei. Wir sind jedoch der Meinung, man müsste noch einmal über diesen Standort diskutieren können, wenn wirklich eine umfassende Analyse von Alternativen zeigen würde, dass es tatsächlich keine andere Möglichkeit gibt. Deshalb würden wir ein Postulat vorziehen. Zur Motion Krähenbühl: Ziffer 1 ist für uns heute eigentlich der wichtigste Punkt. Wir unterstützen ihn mit Überzeugung auch in der verbindlicheren Form der Motion. Wir haben kein Verständnis dafür, dass die BLS das Gespräch mit den SBB nicht oder kaum gesucht

hat. Ich habe von verschiedenen Seiten gehört, dass seitens der SBB durchaus Offenheit bestünde. Es ist zwar immer schwierig, solche Einzelfeedbacks zu gewichten, aber ich habe das Gefühl, es sei dringend notwendig, dass diese beiden Partner besser miteinander sprechen. Heute war in der Zeitung zu lesen, Biel, wo die SBB einen grossen Ausbau macht, sei für die BLS ein No-Go, weil es zu dezentral sei. Meines Erachtens müsste man vielleicht abwägen, ob man nicht einen etwas dezentraleren Standort wählen sollte, wenn man dafür kein Kulturland überbauen müsste. Diese Abwägung muss man noch vornehmen. Ich kann nicht verstehen, weshalb man Biel per se auszuschliesst. Es ist gewiss nicht am Ende der Welt. Man könnte fast zum Schluss kommen, dass die BLS eine engere Zusammenarbeit mit den SBB gar nicht will. In dem Fall könnte man vielleicht irgendwann die Frage stellen, ob es sinnvoll sei, die beiden ÖV-Unternehmen, die mehrheitlich in staatlichen Besitz sind, parallel zu führen oder ob es da nicht eine effizientere Lösung gäbe.

Was das Arbeitsplatzargument anbelangt, ist es wichtig, dass die Arbeitsplätze in der Region oder im Kanton Bern bleiben, und das sage ich als Stadtberner. Viele Leute, die dort arbeiten werden, sind keine Stadtbernerinnen und Stadtberner. Und wenn diese Arbeitsplätze letztlich in Biel oder an einem anderen Ort im Kanton wären, wäre dies wahrlich kein Drama. Es gäbe es anderes, das ich in dem Fall deutlich höher gewichten würde. Deshalb unterstützt die glp, wie gesagt, Ziffer 1 der Motion Krähenbühl klar. Ziffer 2 können wir als Motion jedoch nicht zustimmen. Wir sind dagegen, dass man den Naturschutz oder den Waldschutz aufweicht. Gleichzeitig sind wir aber nicht so stark davon überzeugt wie der Regierungsrat, dass es absolut undenkbar ist, eine gewisse Waldfläche für eine solche Werkstätte zu roden. Die Standortgebundenheit wird vom Regierungsrat ebenfalls angesprochen: Diese sehen wir ein Stück weit ebenfalls. Immerhin ist man an das heutige Schienennetz gebunden. Wenn ich an die KVA Forsthaus, an die grosse Kehrichtverbrennungsanlage in der Stadt Bern, denke, ist sie auch nicht sakrosankt standortgebunden: Dort konnte man auch Wald roden. Wenn dies dort möglich war, sollte es nach meiner Einschätzung mit der heutigen gesetzlichen Grundlage vielleicht auch bei der BLS-Werkstätte denkbar sein, über einen Standort zu diskutieren, für den Wald gerodet werden müsste. Weil wir grundsätzlich zwar den bestehenden Schutz von Wald und Natur nicht tangieren möchten, aber dennoch finden, man müsse prüfen, ob mit den bestehenden Rechtsgrundlagen eine Ausnahme möglich wäre, sagen wir nein zu Ziffer 2 als Motion. Als Postulat könnten wir sie unterstützen.

Le président. Nach den Fraktionen haben sich eine ganze Reihe Einzelvotanten eingetragen. Es ist indessen nicht verboten, sich wieder abzumelden, wenn Sie feststellen, dass das, was Sie sagen wollten, bereits gesagt worden ist. Wer sich noch anmelden will, sollte das jetzt machen; ich werde die Rednerliste demnächst schliessen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Heute wurde sehr viel gesagt. Aber vieles wurde noch nicht gesagt. Ich war immer ein Vertreter des Waldes. Heute wurde gesagt, man könne ja im Wald 20 Hektaren verbauen. Werte Anwesende, stellen Sie sich einmal vor, wenn man damit beginnen würde. Von der Waldstadt in Bern haben wir gehört. Und wenn man hier im urbanen Raum 20 Hektaren für eine Reparaturwerkstätte der BLS inklusive Infrastruktur einfach abholzen würde, würde man erstens den ganzen Wildwechsel und den ganzen Rückzug des Wildes stören. Wir würden unser Wasserreservoir zerstören und noch viel mehr in der Natur. Ich habe mir die Mühe gemacht, rasch etwas nachzuschauen. In der Schweiz gibt es noch 435 000 Hektaren Fruchtfolgefläche. Rund ein Fünftel davon liegt im Kanton Bern. Wir sprechen hier von 75 000 bis 80 000 Hektaren. Jede Sekunde wird in der Schweiz 1 Quadratmeter verbaut. Wenn Sie auf die Uhr schauen, sehen Sie, wie schnell das geht. Nun wird plötzlich davon gesprochen, dass 20 Hektaren benötigt werden, damit ein Unternehmen des Kantons Bern, wie Grossrätin Luginbühl sagte, dort eine Reparaturwerkstätte errichten kann.

Ich muss Grossrat Mentha ein Kränzchen winden. Ich teile seine Meinung. Ich glaube, die Begleitgruppe hat die Aufgabe, zusammen mit Bernhard Antener, ihrem Präsidenten, zu prüfen, welches das geringste Übel sei und wie man zu einer Lösung kommen könne, die alle einigermassen berücksichtigt und einen gangbaren Weg bildet. Ich glaube, es wird so sein, wie Grossrat Mentha sagte: Es wird nicht an einem Standort machbar sein, mitten in der Fruchtfolgefläche. Man wird Kompromisse eingehen und verschiedene Standorte evaluieren müssen. Für die Arbeitsplätze wäre es ebenfalls ein Vorteil, wenn man dies dezentral machen könnte. Damit die Begleitgruppe dies bewerkstelligen kann, werde ich beide Vorstösse nur als Postulat unterstützen. Ich hoffe, die Motionen werden entsprechend gewandelt, damit die Regierung

und die Begleitgruppe vom Grossen Rat das Signal erhalten, dass es uns ernst ist damit, erstens zum Kulturland und zu den Fruchtfolgeflächen Sorge zu tragen und zweitens die dezentralen Arbeitsplätze nicht zu gefährden.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Zwanzig Hektaren bestes Kulturland für eine noch schnellere und grössere Mobilität zu opfern, müssen wir grundsätzlich ablehnen. Das hat nichts mit Fortschritt zu tun. Kulturland soll in Zukunft zu unserem wichtigsten und höchsten Kulturgut werden. Es muss so wertvoll sein, dass es in Zukunft günstiger sein wird, solche Werkstätten unter dem Boden zu erstellen. Ich bitte die Ratsmitglieder, die beiden Motionen anzunehmen.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Es ist sicher unbestritten, dass wir die Werkstatt für das Rollmaterial brauchen. Sie funktioniert jeden Tag, Tag und Nacht mit x Leuten. Das haben wir gehört. Es braucht vielleicht dennoch Kompromisse. Gerade vor zwei Wochen habe ich eine solche Werkstatt besichtigt. Es war sehr interessant; man konnte sehen, was es alles braucht, damit die Züge jeden Morgen und jeden Abend pünktlich fahren. Es gab dort auch Schichtbetrieb. Ich erschrak aber dennoch ein wenig, als ich sah, dass gut ein Drittel der Geleise leer war. Deshalb komme ich auf die Motion Krähenbühl zu sprechen, die mir am Herzen liegt. In der Zusammenarbeit mit den SBB – es handelte sich um eine SBB-Werkstätte – ist meines Erachtens vieles möglich. Es muss auch möglich sein, dass die beiden Bahngesellschaften zusammen sprechen, obwohl sie ein Stück weit in Konkurrenz zueinander stehen. Die SBB wollen übrigens, wie man kürzlich der Presse entnehmen konnte, für mehr als 20 Mio. Franken ihre Werkstätte in Biel ausbauen. Und nun will die BLS in Riedbach auch noch 20 Hektaren verbauen: Da gibt auf jeden Fall Synergien, die genutzt werden können. Zusammen mit anderen Standorten reicht es vielleicht, dass man etwas machen kann. Ich bitte den Rat deshalb, die Motion Krähenbühl zu unterstützen.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich trage nichts Inhaltliches zur Debatte bei, doch wurde ich zweimal wegen meines Zitats «Gehirnwäschegruppe» angesprochen. Offenbar empfinden es nicht alle Mitglieder der Begleitgruppe als dermassen harmonisch, und beim Spruch, den ich bezüglich der «Gehirnwäschegruppe» machte, handelt es sich um ein Zitat seitens mehrerer Mitglieder der Begleitgruppe. Das wollte ich an dieser Stelle noch deponieren.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Auch ich äussere mich nicht Inhaltlich zum Geschäft, sondern schliesse mich voll und ganz dem Votum von Grossrat Mentha und der Haltung unserer Partei an. Ich möchte auf einen anderen Aspekt hinweisen. Ich weiss nämlich, wie Gruppen funktionieren, weil dies mein Beruf ist. In einer Gruppe nehmen nie alle alles auf dieselbe Weise wahr. Ich finde es bedenklich, wenn es Leuten aus einer Gruppe heraus gelingt, uns hier im Grossen Rat quasi zu vermitteln, dass wir nun intervenieren müssen und den Prozess, den die Begleitgruppe angefangen hat, zu stören. Das halte ich staatspolitisch für bedenklich. Es zeugt von Misstrauen, das nicht gerechtfertigt ist. Alle Ratsmitglieder kennen Bernhard Antener. Er ist nicht nur ein Parteikollege von mir, sondern war auch Grossratspräsident. Alle wissen, dass er ein seriöser Typ ist und welche Arbeit er leistet. Von daher bitte ich den Rat, dem Prozess, den die Gruppe angefangen hat, zu vertrauen. Es ist normal, dass nicht alle einverstanden sind. Diejenigen Leute, die nicht zufrieden sind, sollen sich bitte innerhalb der Gruppe einbringen und nicht ausserhalb davon querschliessen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Ich möchte kurz zur ersten Motion Stellung nehmen, und zwar aus einer Sicht, die heute Abend noch nicht zur Sprache kam. Grossrat Fuchs sagte, er wohne am nächsten bei Riedbach. Ich müsste es einmal nachmessen: Vielleicht bin ich noch etwas näher oder zumindest gleich nah. Ich würde die Lichter auf jeden Fall auch sehen. Die Werkstätte soll gemäss Planung in einen Weiler hineingebaut werden, und damit hätten die Leute sie vor der Türe. Wollen wir das wirklich tolerieren? Deshalb verstehe ich die Motion. Sie ist jedoch meines Erachtens etwas starr, denn Riedbach kann alles bedeuten. Auch ich möchte der Arbeitsgruppe die Möglichkeit geben, dort auch noch Verschiebungen vorzunehmen. Deshalb möchte ich beliebt machen, dass die Motionärin ihren Vorstoss in ein Postulat wandelt. Damit wäre trotzdem das Zeichen vorhanden, dass nicht genau dort gebaut werden soll. Es ist, wie wir gehört haben, ein Stück weit Sankt-Florians-Politik, wenn man immer sagt: «Nicht vor meiner Haustür.» Es ist nicht wie beim Schiftenensee, den man in eine Kerbe legen musste. Dort konnte man nicht schieben. Hier könnte man es machen. Ein Postulat würde ich unterstützen. Ich werde beide Motionen

unterstützen. Danach sollte man die Begleitgruppe arbeiten lassen. Ich danke ihr für die tolle Arbeit und für die Überzeugungsarbeit, dass es gut kommt.

Hans Jörg Rügsegger, Riggisberg (UDC). Inhaltlich werde ich nichts zur Debatte beitragen. Als Berner Bauernverband sind wir in die Begleitgruppe involviert. Es ist hier wohl allen klar, auch den Zuschauern auf der Tribüne, dass die BLS im ganzen Projekt Fehler gemacht hat, die sie auch eingestanden hat. Sie hat eingeräumt, dass das Vorgehen bezüglich Kommunikation und Umgang mit den Betroffenen dilettantisch war. Es geht schliesslich um Menschen. Das war sehr eigenartig, und aus meiner Sicht gehört es sich auch nicht, dass sich ein solcher Betrieb dies leisten kann. Ich bin sicher, dass der geplante Standort in der vorliegenden Form nicht realisierbar ist oder sein wird. Als Präsident der Berner Bauern geht es mir jedoch um mehr. Es bringt nichts, wenn wir heute debattieren und künftig debattieren, und in zwei, drei, vier oder sechs Monaten an einem anderen Standort im Kanton Bern 20 Hektaren landwirtschaftliche Nutzfläche, Kulturland oder Fruchtfolgeflächen einzonen und über ein Projekt debattieren. Deshalb habe ich folgende Frage an die Regierungsrätin: Von verschiedenen Vorrednern war zu hören, dass die Ergebnisse der Begleitgruppe berücksichtigt werden. Wie werden sie gewertet und von wem? Und welchen Einfluss hat die Regierung darauf?

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Ich finde das Ganze eine sehr schwierige Diskussion, liebe Grossrätinnen und Grossräte. Wir sprechen hier über Abwesende. Hier im Saal ist niemand, der dieses Projekt erarbeitet hat, und niemand, der an diesem Prozess beteiligt war. Auch ich nicht. Ich halte es für eine wahnsinnig schwierige Diskussion, wenn man über Abwesende spricht. Damit will ich lediglich sagen, dass Sie von mir jetzt kein flammendes Referat für ein Bauprojekt erwarten können. Es ist nicht mein Bauprojekt. Das ist der erste Punkt, weshalb ich die Diskussion schwierig finde. Der zweite schwierige Punkt ist der, dass es Gesetze gibt, an die sich alle halten müssen. Es gibt Kompetenzen, die in diesen Gesetzen geregelt sind und die leider auch der Grosse Rat und der Regierungsrat zur Kenntnis nehmen müssen: Wir können nicht einfach irgendetwas befehlen, und zwar, weil wir nicht zuständig sind oder es nicht in unserer Kompetenz liegt.

Ich setze voll auf die Begleitgruppe. Ich habe nun verschiedentlich gehört, dass die BLS Fehler gemacht und falsch kommuniziert hat. Sie hat dies auch eingestanden. Ich habe sogar den Begriff «GAU» verwendet und sprach von einem «Kommunikations-GAU», den die BLS abgeliefert hat. Anschliessend hat sie diese Fehler korrigiert und die Begleitgruppe eingesetzt. Diese Begleitgruppe funktioniert sehr gut, soweit ich es mitbekomme. Wenn man das Projekt noch gar nicht kennt, muss sich die Begleitgruppe zuerst informieren lassen, worum es eigentlich geht und was vorgesehen ist. Ich habe es sehr bedauert, dass die BLS die Begleitgruppe nicht von Anfang an eingesetzt hat. Hätte sie dies gemacht, hätte man viel rascher Ergebnisse erwarten können. Ich wäre sehr dankbar, liebe Grossrätinnen und Grossräte, wenn Sie die Begleitgruppe nun arbeiten lassen würden. Ich glaube, sie arbeitet mit Hochdruck. Zudem hat sie den Auftrag, alles noch einmal zu prüfen – nicht nur kritische Fragen zu stellen und zu informieren, sondern wirklich noch einmal auf Feld 0 zurückzugehen. Meines Erachtens ist dies der richtige Weg. So geht man hier miteinander um.

Ich habe in verschiedenen Voten gehört, dass man Kulturland schützen will und dass deshalb nun der Wald dranglauben soll. In einem so heiklen Gebiet haben wir ganz unterschiedliche Ansprüche. Wir haben diejenigen, die Kulturland schützen wollen; ein berechtigtes Interesse. Wir haben diejenigen, die den Wald schützen wollen; ein berechtigtes Interesse. Wir haben die Natur- und Landschaftsschützer; berechnete Interessen. Es ist nun Aufgabe der Begleitgruppe, einen Kompromiss zu finden und zu versuchen, diese Interessen unter einen Hut zu bringen. Das ist der Auftrag der Begleitgruppe. Ich bitte Sie, sie jetzt nicht mit irgendeinem Zeichen stören zu wollen, das letztlich doch kein richtiges Zeichen ist, weil sich der Adressat gar nicht im Saal befindet. Ich fände es gut, wenn man sagen würde, es handle sich um ein Postulat. Damit hätte man ein Zeichen gesetzt und hätte zumindest festgehalten, dass man nicht mit allem einverstanden ist. Man hätte ebenfalls das Zeichen gesetzt, dass man der Begleitgruppe vertraut und dass man ihren Mitgliedern zutraut, dass sie ihre Arbeit gründlich machen. Auch das ist aus meiner Sicht ein wichtiges Zeichen. Obwohl ich gehört habe, dass die andere Motion, diejenige von Grossrat Krähenbühl, auf keinen Fall gewandelt werde, würde ich es begrüßen, wenn auch sie in ein Postulat gewandelt würde. Es wurde nun so getan, als ob die SBB und die BLS nie miteinander gesprochen hätten. Ich kann Ihnen versichern, dass sie miteinander gesprochen haben, und zwar mehr als nur einmal und auch genau über dieses Thema. Die Begleitgruppe hat die SBB ebenfalls eingeladen, um einmal deren

Ansprüche zu vernehmen und zu prüfen, wo und allenfalls in welchem Rahmen es Synergien gibt. Ich weiss nicht, ob das Gespräch schon stattgefunden hat; falls nicht, wird es noch stattfinden. Dass die Synergien genutzt werden müssen, ist allen klar. Ich wäre froh, wenn man den Vorstoss in ein Postulat wandeln würde. Andererseits haben wir auch geschrieben dass der Regierungsrat immer bereit ist, mit den beiden Bahnen zusammenzusitzen, aber das machen wir sowieso.

Beim zweiten Punkt der Motion Krähenbühl verweise ich einfach auf die Antwort. Das Waldgesetz ist nun einmal eidgenössisch geregelt. Weder der Regierungsrat noch der Grosse Rat kann darüber bestimmen, ob Wald gerodet werden kann oder nicht. Dass man prüfen muss, ob es möglich wäre, einen Teil der Werkstätte im Wald zu bauen, ist selbstverständlich. Ich möchte Ihnen jedoch die Illusion nehmen, es sei klar, dass im Wald gebaut werden kann, wenn der Grosse Rat den Vorstoss als Motion annimmt. Das ist es nicht, weil das eidgenössische Gesetz gilt. Zudem kann ich Ihnen aus der Erfahrung mit eigenen Bauprojekten versichern, dass dies ausserordentlich schwierig ist – auch zu Recht. Was Natur- und Heimatschutz sowie Landschaftsschutz betrifft, brauche ich Ihnen nicht zu sagen, wie streng dort ebenfalls auf eidgenössischer Ebene die Regelungen sind. Ich setze jedoch auf die Begleitgruppe, die jetzt genau dies alles prüft. Ich bitte Sie deshalb, die Motion Machado abzulehnen und Ziffer 1 der Motion Krähenbühl als Postulat anzunehmen. Falls die beiden Vorstösse gewandelt würden, wäre ein Postulat aus meiner Sicht ein gutes Zeichen.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Ich bedanke mich für die gute Diskussion und die breit gefächerten Argumente: Es war eine Freude, sie mitzuverfolgen. Zur Aussage der Baudirektorin, wir würden hier über Abwesende – also über die BLS – sprechen, möchte ich anfügen: Daran ist die BLS ein Stück weit selbst schuld. Wenn ich als Bauherrin ein derart grosses Projekt realisieren will, achte ich darauf, dass ich zu einer breiten Mitwirkung der Bevölkerung komme. Ich klopfe vielleicht einmal bei den Gemeinden und so weiter an. Dann habe ich Ansprechpartner, mit denen ich mich austauschen kann. Weiter hat Regierungsrätin Egger gesagt, es sei nicht ihr Bauprojekt, sondern das Projekt der BLS. Ich möchte daran erinnern, dass Frau Egger Mitglied des Verwaltungsrats der BLS ist und damit auf Führungsebene in der BLS Einsitz hat. Zur Begleitgruppe möchte ich Folgendes mitgeben: Die Begleitgruppe kann arbeiten, aber sie soll dies mit dem Auftrag gemäss dem Signal tun, dass die Politik die Landschaft schützen will, dass sie dezentrale Standorte geprüft haben will und dass sie den Bau der Werkstätte in dieser Dimension in Riedbach nicht will. Ich lasse nun die Katze aus dem Sack: Alle sieben Motionärinnen und Motionäre haben entschieden, dass wir den Vorstoss in ein Postulat wandeln.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Meine Vorrednerin hat es bereits angetönt: Wir sprechen wirklich nicht über Abwesende. Nicht nur unsere BLS-Verwaltungsrätin ist anwesend, auch wir als Vertreter des Berner Volks, das immerhin 55,75 Prozent der BLS-Aktien hält, sind hier. Deshalb dürfen wir uns auch herausnehmen, über das Thema zu diskutieren und darüber zu entscheiden. Ich möchte noch einige Bemerkungen anbringen und beginne beim Votum von Grossrat Ruchti. Es ist nicht unbedingt die Idee, gleich 20 Hektaren Wald zu roden. Es würde ausreichen, dass man irgendwo vielleicht einige Aren oder eine Hektare roden könnte. Das wäre aus meiner Sicht vertretbar. Und zum Votum der Regierungsrätin: In der Antwort auf meine Motion schreibt die Regierung: «Planungen auf Waldstandorten [...] sind [...] nicht möglich.» Ich erinnere daran, dass Artikel 5 des Bundesgesetz über den Wald (WaG) ganz klar auch Ausnahmen vom Rodungsverbot vorsieht. Ebenfalls möchte ich daran erinnern, dass es solche Beispiele gibt, gerade auch im Raum Bern, wo für Infrastrukturprojekte – vielleicht weniger zwingende – Wald gerodet wurde. Die entsprechenden Beispiele wurden genannt, ich muss sie nicht wiederholen.

Noch ein Wort zur Wirtschaftspartei. Es stellt sich bekanntlich immer wieder die Frage, wer denn Wirtschaftspartei sei. Ich wage zu behaupten, dass wir mehr Wirtschaftspartei sind: Wir verlangen nämlich, dass geprüft wird, was in einem regulierten Sektor gebaut wird, in den der Staat eingreift und den er subventioniert, sodass es möglicherweise zu Fehlanreizen für den Leistungserbringer kommt, weil er nicht alles im freien Markt erwirtschaften und daher für die Kosten nicht geradestehen muss. Fazit: Wir werden in Ziffer 1 an der Motion festhalten, Ziffer 2 wandeln wir in ein Postulat.

Le président. Damit haben wir folgende Ausgangslage: Bei der Motion Machado geht es neu um ein Postulat; bei der Motion Krähenbühl geht es in Ziffer 1 um eine Motion und in Ziffer 2 um ein Postulat. Wer das Postulat Machado annehmen will stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption de la M 137-2015 Machado sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 132

Non 10

Abstentions 3

Le président. Der Rat hat das Postulat Machado angenommen. Wer Ziffer 1 der Motion Krähenbühl als Motion annehmen will stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (M 146-2015 Krähenbühl, ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption du ch. 1

Oui 103

Non 38

Abstentions 4

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 als Motion angenommen. Wer Ziffer 2 der Motion Krähenbühl als Postulat annehmen will stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (M146-2015 Krähenbühl, adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption du ch. 2 sous forme de postulat

Oui 113

Non 29

Abstentions 3

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 der Motion Krähenbühl als Postulat angenommen.